



ROYAL BAKING POWDER

Absolument pur. Poudre faite avec la crème de tartre de raisin pur.

En faveur de la ratification du traité.

St-Paul, Minnes. 20 janvier.—Le Sénat de l'état a approuvé aujourd'hui une résolution de la Chambre en faveur d'une prompt ratification du traité de paix par le Sénat des Etats-Unis.

A l'école navale.

Washington, 20 janvier.—Le sénateur Gear a présenté à la séance d'aujourd'hui une résolution conjointe nommant Oscar R. Deignan, de l'Iowa, cadet à l'école navale des Etats-Unis. Deignan est des héros du Merrimac.

Banque dévalisée.

Arcola, Illinois, 20 janvier.—De quatre à cinq mille dollars ont été volés la nuit dernière à la Banque d'Arthur, une communauté située à dix milles d'Arcola.

Six hommes ont réduit le gardien à l'impuissance, l'ont attaché et bâillonné, ont fait sauter le coffre-fort, ont pris l'argent qui s'y trouvait, se sont emparés d'un car à bras et ont gagné la ville.

Un «posse» a été organisé immédiatement et des limiers mis sur leurs traces.

Séance de Cabinet à Washington.

Washington, 20 janvier.—Tous les membres du cabinet étaient présents à la séance d'aujourd'hui. L'état de choses existant actuellement dans les îles Samoa a été discuté, mais on pense qu'en l'absence d'informations officielles aucune mesure ne sera immédiatement prise en dehors d'une demande de conférence entre les ambassadeurs des trois parties intéressées, qui exercent conjointement la juridiction dans les îles d'après le traité actuel.

On déclare à Washington que quels que soient les actes du consul allemand à Apia il a agi sans le consentement de son souverain, qu'il a plutôt agi de son propre chef, et que ses actes, s'ils constituent une usurpation de l'autorité conférée par le traité, seront promptement dévoués par le gouvernement allemand.

On croit qu'une conférence de représentants des trois puissances sera tenue prochainement à Berlin.

Les instructions aux membres de la commission des Philippines ont été préparées par le secrétaire d'état. Elles seront remises aux commissaires ce soir ou demain, avant leur départ de New York.

Il leur est demandé de s'enquérir de la condition, du caractère et de l'éducation de la population des diverses îles du groupe, de la puissance et du genre de gouvernement établi dans chaque île, ainsi que de tous les faits relatifs aux relations entre les diverses îles et de tous les faits nécessaires pour obtenir une connaissance suffisante des habitants, de leurs loix, de leurs coutumes, de leurs habitudes et de leur condition sociale.

Les commissaires des Etats-Unis se feront auprès des populations les interprètes des sentiments d'amitié et bonne intention du gouvernement des Etats-Unis, et expliqueront que les Américains ne viennent pas comme des conquérants, mais comme des amis an-

lieux d'assurer leur bien-être et de faciliter leurs progrès dans la voie de la civilisation.

Au cours de la séance le Président a signé le nouveau tarif douanier qui sera mis en vigueur dans l'île de Porto-Rico à partir du premier février prochain. Ce tarif est basé sur le tarif mis récemment en vigueur dans l'île de Cuba, mais, en règle générale, les droits sont inférieurs de dix à quinze pour cent «ad valorem».

Le secrétaire Gage a soumis au Président la forme exécutive de l'ordre fixant la parité entre les monnaies d'argent employées par les natifs de Porto-Rico et les monnaies des Etats-Unis. La valeur du peso est fixée à soixante cents du dollar américain.

Cet ordre sera signé par M. McKinley après une conférence avec les membres de la commission de Porto-Rico à deux heures 30 de l'après-midi.

Le cas du capitaine Carter.

Washington, 20 janvier.—Le colonel Thomas F. Barr, juge-avocat général assistant, s'est mis à la disposition du département de la guerre pour la prise en considération du cas, pendant depuis si longtemps, du capitaine Carter, du génie, condamné par une cour martiale pour irrégularités dans la conduite de travaux exécutés près de Savannah, Géorgie, pour le compte du gouvernement.

Le président McKinley a récemment soumis tous les documents relatifs à cette affaire à l'avocat général Griggs, qui les examinera. Le colonel Barr était juge-avocat de la cour martiale. Tous les détails des procédures lui sont familiers.

L'opinion générale est que le capitaine Carter a été condamné à la révocation.

L'admission des Chinois dans l'île de Porto-Rico.

Washington, 20 janvier.—Sur requête du secrétaire du Trésor les autorités du département de la guerre ont donné aux fonctionnaires américains dans l'île de Porto-Rico l'ordre de mettre en vigueur la loi d'exclusion des Chinois telle qu'elle existe aux Etats-Unis.

D'après cette loi, aucun chinois ne sera admis à Porto-Rico sans se conformer à la loi des Etats-Unis. Les Chinois pourront aller et venir entre Porto-Rico et les Etats-Unis, mais il ne leur sera pas permis de se rendre de Cuba à Porto-Rico.

Les fonctionnaires du trésor avaient appris que des agents chinois se préparaient à inonder Porto-Rico de chinois d'autres contrées dans l'espoir qu'ils pourraient ensuite venir aux Etats-Unis.

Bureau de poste dévalisé.

Columbus, Ohio, 20 janvier.—Dépêche spéciale de Napoleon au «Dispatch».

Des voleurs, évidemment des professionnels, sont entrés dans le bureau de poste de Napoleon, ont fait sauter le coffre-fort à la dynamite et ont fait main basse sur une forte somme d'argent. Ils ont aussi emporté des timbres.

Clewell, le directeur du bureau, refuse d'indiquer le montant volé. Il dit qu'un examen des livres sera nécessaire.

LA CONSOMPTION GÉNÉRALE.

Un vieux médecin on raconte ayant reçu d'un misanthrope indien la formule d'un simple remède à l'usage de la consommation de la Bronchite du Catharre, de l'Asthme et toutes les affections du gorge et des poumons, ainsi qu'une question positive et radicale de la débilité, nervosité et des maladies nerveuses. Ayant essayé ces merveilleuses propriétés sur plusieurs personnes dans des milliers de cas et désirant partager l'humanité souffrante, l'auteur a gratuitement communiqué ce remède, cette recette, en allemand, français ou anglais, avec des directions pour la préparation et son usage. Réviser par la poste adresse avec timbre, mentionnant «L'Abelle de la Nouvelle-Orléans», W. A. Noyes, 820, Power's Block, Rochester, N. Y.



Départ de l'Iroquois pour Honolulu.

San Francisco, Californie, 20 janvier.—Le bâtiment de servitude «Iroquois» est parti pour Honolulu. Il emporte de nombreuses dépêches spéciales, quelques-unes pour le cuirassé «Oregon» qui attend à cet endroit, et d'autres ayant trait, croit-on, à l'envoi de ce navire aux îles Samoa.

Les fonctionnaires de la marine ne peuvent pas dire si l'envoi de l'Iroquois est décidé, mais on croit que l'ordre a été égard est donné.

Les Républicains du Mississippi.

Jackson, Mississippi, 20 janvier.—Les républicains de l'état du Mississippi se réuniront mercredi prochain dans le but de prendre des mesures pour rétablir l'harmonie entre les factions. De nombreux républicains assisteront à cette réunion, et des efforts seront faits pour nommer un président du comité exécutif d'état. Le juge H. C. Turley sera probablement choisi.

A la Chambre des Représentants.

Washington, 20 janvier.—Aujourd'hui à la Chambre des Représentants les débats ont été animés par un duel oratoire entre M. Grosvenor, de l'Ohio, et M. Lewis, de l'Etat de Washington.

Au cours de la discussion sur le renouvellement de la commission des réclamations d'une demande d'indemnité de Cramp et Fils, constructeurs de navires, pour les délais apportés à la construction des navires de guerre New York, Massachusetts, Indiana et Columbia, le gouvernement n'ayant pas livré les plaques cuirassées et d'autres matériaux en temps prescrit, M. Lewis a demandé la parole.

Il a fait un «bill» la base d'une attaque générale contre les constructeurs, qu'il a accusés de trahison parce qu'ils profitent des nécessités du gouvernement en temps de détresse.

M. Simpson, populiste du Kansas, a parlé dans le même sens, et M. Grosvenor a entrepris de réfuter leurs arguments.

M. Lewis a prononcé, en réponse à M. Grosvenor, un discours des plus spirituels, dans lequel il a tourné en ridicule le représentant de l'Ohio à cause de ses prétentions, dont on parle à la chambre depuis plusieurs mois.

M. Grosvenor n'a pas daigné faire une longue réponse. La proposition relative à la demande des Cramps a été écartée après l'écoulement de ce flot oratoire.

Au commencement de la séance le budget des postes a été voté, et avant la suspension de séance, l'affaire aux propositions en nommant M. Payne, républicain de New York, président de la commission des votes et moyens, en remplacement de M. Dingley, décédé. Le président de cette commission est en même temps leader de la majorité à la chambre.

M. Richardson, du Tennessee, remplace M. Mc Millin, démissionnaire, dans la minorité de la commission. La séance du soir a été consacrée à la discussion de pensions. La Chambre s'est ajournée à lundi.

Désastreux incendie à Crowley.

Crowley, Louisiane, 20 janvier.—Le moulin à riz Eagle, propriété de M. Platte, et ses entrepôts ne forment plus ce matin qu'un amas de ruines. Dix mille sacs de riz brut et quinze mille sacs de riz prêt à la consommation ont été également détruits par l'incendie qui a éclaté à minuit 15.

Le feu s'est déclaré dans la partie de la bâtisse où était installée la chaudière. Isaac Bual, le gardien de nuit, avait quitté cet endroit cinq minutes auparavant.

Les pompiers ont répondu promptement à l'appel. Ils ont réussi à sauver la voie du chemin de fer, les poteaux télégraphiques et l'entrepôt de Kaplan rempli de riz brut.

Le moulin de M. Platte était évalué à \$20,000 et assuré \$10,000. Le stock de riz d'une valeur de \$80,000 appartenait en grande partie à des fermiers de la région. Il n'y avait sur ce total que \$5,000 d'assurance à l'agence Lacombe, d'Opelousas.

La perte totale est d'environ \$100,000. Elle pèsera lourdement sur les fermiers, à cause du faible montant des assurances.

Mort du Docteur John Brahan Read.

Montgomery, Alabama, 20 janvier.—Le docteur John Brahan Read est mort aujourd'hui à Tuscaloosa, Alabama, à l'âge de 80 ans. Il était un des plus anciens élèves de l'Université de l'Alabama, où il avait obtenu un diplôme en 1834.

Le docteur Read fut l'inventeur de la douille de fer employée avec tant de succès dans le fusil Parrot durant la guerre civile.

Une loi lui accordant une indemnité est restée pendante de longues années au Congrès et a été l'objet de rapports favorables. Elle a même été adoptée trois fois par le Sénat et deux fois par la Chambre des Représentants, mais elle ne fut jamais soumise à la signature d'un Président.

Au Sénat des Etats-Unis.

Washington, 20 janvier.—La séance du Sénat a duré cinq heures et demie aujourd'hui, mais elle n'a eu pratiquement aucun résultat. Il n'y a eu qu'un discours important de prononcé, celui de M. Nelson, républicain du Minnesota, en opposition à la résolution de M. West, un adversaire de l'expansion territoriale.

La clôture de la discussion du projet de loi sur le canal du Nicaragua a été empêchée par les manœuvres de M. Tillman, démocrate de la Caroline du Sud, qui a ouvertement déclaré qu'un vote ne serait pas pris aujourd'hui, attendu qu'il se tenait prêt, ainsi que d'autres sénateurs, à rester en séance jusqu'à minuit s'il était nécessaire.

La santé du Pape.

Rome, Italie, 20 janvier.—Le docteur Lappini, médecin du Pape, annonce que Sa Sainteté, qui a souffert d'une légère attaque d'influenza, est entré en convalescence et qu'Elle quittera le lit demain.

Léon XIII recevra les Patriarches de Rome le 28 janvier prochain.

DERNIERE HEURE. DEBATS ORAGEUX. CHAMBRE DES DEPUTES. Encore l'affaire Dreyfus.

Déclaration du Ministre des Affaires étrangères.

Paris, France, 20 janvier.—Au milieu de l'excitation causée par le socialiste Breton, qui avait dit que les membres du cabinet Méline connaissaient le faux du lieutenant-colonel Henry, M. Méline qui était président du conseil dans le cabinet de M. Rambaud était ministre de l'Instruction publique et M. Barthou, ministre de l'Intérieur, s'est levé et a déclaré hautement que tout cela était faux.

M. Méline a ajouté qu'il avait aperçu le faux de Henry, quand M. Cavaignac, ancien ministre de la guerre, annonça cette découverte à la chambre des Députés. L'orateur a déclaré que la révision du procès était inutile et qu'il n'avait rien à rétracter.

M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, a dit que le soi-disant dossier secret, qui avait été communiqué à la Cour de cassation, ne contenait pas de lettres de Dreyfus à un souverain étranger. Il a ajouté qu'il n'y avait jamais eu de lettre semblable à la connaissance des agents qui avaient été au service du ministre de la guerre pendant les dix dernières années.

Quant à lui, il pensait que l'on ne pouvait ajouter foi à de pareils documents. (Applaudissements.) M. Méline, continuant, a dit que lui, comme tous ceux qui ont des rapports avec le ministère des affaires étrangères, ne savaient rien de ce que les documents eussent été fabriqués.

Si cela était ainsi, le faussaire n'aurait jamais eu l'idée de les faire parvenir à ce ministère. Si naïfs que puissent être les diplomates, ils ne seraient jamais assez simples pour attacher quelque valeur à une pareille marchandise. (Applaudissements.)

M. Méline a formellement répété que ni lui, ni aucun membre de son cabinet ne savaient absolument rien du faux du lieutenant-colonel Henry et il s'est félicité de n'être pas responsable de la révision, attendu qu'il n'y avait aucun fait qui pût le justifier.

Si, a dit l'orateur, il y avait un innocent injustement condamné, il faudrait le proclamer devant le monde entier. Mais le pays n'a vu dans toute l'affaire Dreyfus qu'une campagne systématique et perfide contre l'armée (applaudissements).

Les partisans de la révision, a continué l'ancien président du conseil, devraient briser toute alliance avec les meneurs de l'armée. (Exclamation, cris dans l'assemblée.)

M. Méline a ajouté : «Il est possible de prouver l'existence de cette campagne contre l'armée.» (Exclamations nouvelles.)

Plus tard, l'ordre du jour, pur et simple, a été accepté par le gouvernement et adopté par 480 voix contre 51.

A la Chambre des Députés de Paris.

Paris, France, 20 janvier.—Les députés se sont engagés aujourd'hui dans de nouveaux débats au sujet de l'affaire Dreyfus.

M. Breton, un député socialiste, a coup, madame ayant paru refuser quelque chose, Noël s'écria, tout haut : «Je te dis que je veux tout franc ce soir. Tu peux crier, chanter, pleurer, je ne m'en irai pas avant de les avoir.» Je faillis tomber à la renverse. Mes jambes tremblaient tellement que je dus descendre de l'escalabeau. Leurs voix étaient haussées. J'entendis tout le reste de la conversation.

L'inspecteur de police se gratifia la tête. —Quelle aventure! Comment le sieur Bachelin pouvait-il connaître assez intimement votre maîtresse pour la tutoyer? —Je n'y comprends rien. Puis, du reste, je n'avais pas trop le temps de réfléchir. J'étais tout entier à ce que j'entendais, et je vous promets que j'en entendrais de drôles.

Le policier eut un petit rire sec qui pouvait passer, à la rigueur pour une invitation à continuer. —La vérité ne tarda pas à éclater à mes yeux. Noël m'avait dit, plusieurs fois, qu'avant de se mettre agent d'affaires il était ouvrier bijoutier. Je savais, d'un autre côté, que Mme de Beaugency—Félicité Grenouillet de son vrai nom—avait épousé un bijoutier. Les deux bijoutiers se confondaient en une seule et même personne: Noël Bachelin mon prétendu fiancé était le mari de madame.

—Vous en avez la preuve? —Au bout de quelques minutes, je ne pus en douter. Noël et madame parlaient de leur mariage, des scènes qui avaient marqué les premiers mois de leur union. Ils se rejetaient l'un à l'autre la responsabilité de leur séparation. Noël reprochait à madame sa coquetterie, ses grands goûts, son amour du luxe. Madame reprochait à Noël sa paresse, son ivrognerie, sa débâche. Mais ce n'était pas le plus beau.

—Quoi?... Il y a encore plus fort! —Voilà qu'à la fin, madame, impatientée, s'est levée et a dit : —Du reste, je ne veux plus rien avoir de commun avec toi. Tu sais que le scandale d'un divorce ne m'effrayerait pas. Comme je ne t'avais pas vu depuis plus d'un an, je jugeais inutile d'en venir à cette suprême mesure; mais maintenant, je ne tergiverserai pas.

—Un divorce! ricanaît Noël; et le motif? —Je me suis renseignée, riposta madame, il suffit qu'un des époux ait une condamnation infamante pour que l'autre puisse demander le divorce.

—Une condamnation infamante?... Dieu merci, ma chère femme, mon casier judiciaire est vierge. —C'est possible, mais quelques mots de moi suffiraient amplement à le faire remplir... —Grafte interrompit Adèle : —Logique, mais canaille.

C. LAZARD & CO., L'rd. VETEMENTS CONFECTIONNES, d'Articles de toilette et de Chapeaux. Le magasin est ouvert le samedi soir jusqu'à 10 heures, et fermé le dimanche. Coin des rues Canal et North Peters.

La Question du Retour de Dreyfus à Paris.

Paris, France, 20 janvier.—D'après «Le Soir» la Cour de Cassation a l'intention de clore son enquête par la confrontation du capitaine Lebrun-Renaud, qui était le gardien de Dreyfus à l'époque de sa dégradation, avec le condamné lui-même.

La nécessité de cette confrontation serait mise en avant pour justifier le retour de Dreyfus à Paris. La Cour de Cassation a aussi l'intention, toujours d'après «Le Soir», de dicter successivement le bordereau à Dreyfus et à Esterhazy et de comparer ensuite leurs écritures à celle du document original.

Les journaux allemands et les troubles de Samoa.

Berlin, Allemagne, 20 janvier.—Commentant aujourd'hui les troubles de Samoa le «National Zeitung» dit : Le caractère intenable de l'état de choses existant à Samoa est de nouveau démontré. Il faut attendre de nouvelles informations au sujet du récent conflit entre les fonctionnaires allemand, américain et anglais, mais il est clair que dans la domination conjointe des trois puissances existe constamment le germe d'un conflit à la dangereuse nature duquel les intérêts américains et anglais sont, dans une disproportion extraordinaire, moins exposés que les intérêts allemands.

Le «Vossische Zeitung» donne à ses lecteurs l'assurance qu'ils peuvent compter sur le gouvernement pour agir correctement et conformément aux clauses du traité, avec, bien entendu, due appréciation des intérêts allemands qu'on ne peut abandonner.

Le «Post» dit : Quand l'état de choses actuel sera connu l'Allemagne prendra une décision qui ne laissera aucun droit existant.

L'«Official Reichsanzeiger» dit que l'empereur Guillaume a reçu le baron Von Buelow, ministre des affaires étrangères d'Allemagne, en audience cette après-midi, et qu'il a accordé ensuite une audience à Sir Frank Cavendish Lascelles, ambassadeur d'Angleterre à Berlin.

Les victimes de l'incendie du steambot Ouachita.

Memphis, Tennessee, 20 janvier.—Les trois cadavres trouvés dans les ruines du steambot Ouachita ont été définitivement identifiés. Ce sont ceux de M. et Mme Keath, de Creston, Iowa, et du docteur W. G. Murray, astrofise d'Allentown, Kentucky. Ils seront inhumés à Memphis.

Communication du ministre des affaires étrangères d'Allemagne au sujet de Samoa.

Berlin, Allemagne, 20 janvier.—Le ministre des affaires étrangères d'Allemagne informe le correspondant de la Presse Associée que les avis reçus de Samoa par le gouvernement s'accordent avec ceux qu'a reçus la Presse Associée.

En tous cas, le gouvernement allemand ne soutiendrait aucune irrégularité en contradiction avec les termes du traité, mais les fonctionnaires du ministère des affaires étrangères de Berlin font remarquer qu'il n'est pas encore établi que le consul d'Allemagne à Apia se soit rendu coupable d'irrégularités de ce genre.

Au contraire, insistent-ils, il reste à expliquer pour quelles raisons l'élection de Mataafa a été invalidée, car on a admis qu'il avait été élu à une majorité écrasante. Les autorités allemandes ajoutent que le gouvernement est depuis longtemps mécontent du «condominium» qui, par sa nature, n'est que provisoire, quoique, malheureusement, d'autres puissances, spécialement le gouvernement de Washington, pensent autrement.

On dit au ministère des affaires étrangères que le capitaine du navire de guerre allemand actuellement à Apia a attaché pas grande importance aux récents incidents, et que, conséquemment, le gouvernement n'a pas l'intention d'envoyer d'autres bâtiments à Samoa, à moins que les autres puissances n'agissent ainsi.

DECOUVERTE D'EPAVES.

—DU— PAUL JONES.

Le Yacht Détruit par une Explosion de Naphte.

Mobile, Alabama, 20 janvier.—Le Pansy, un vapeur du gouvernement qui a touché à Biloxi, Mississippi, ce soir, a apporté la nouvelle de la découverte sur l'île Breton d'une partie de la poupe du yacht Paul Jones, ainsi qu'un petit canon ayant l'avant brisé et de divers articles provenant du yacht.

L'état des épaves indique que le navire qui servait de combustible a fait explosion et que le yacht a été mis en pièces.

Le Pansy a rencontré le vapeur Maud à bord duquel se trouvaient M. M. Jones et Taggart. M. Taggart a vu les épaves et les a reconnues comme des parties du yacht. Aucun cadavre n'a été trouvé.

E. F. Tremont et quelques autres sont partis ce matin de Scranton sur le yacht à voiles «Adeline», d'un faible tirant d'eau. Ils visiteront toutes les anfractuosités de la côte dans la direction de l'ouest.

Cette expédition est entièrement volontaire. Le yacht est approvisionné pour dix jours.

Communication du ministre des affaires étrangères d'Allemagne au sujet de Samoa.

Berlin, Allemagne, 20 janvier.—Le ministre des affaires étrangères d'Allemagne informe le correspondant de la Presse Associée que les avis reçus de Samoa par le gouvernement s'accordent avec ceux qu'a reçus la Presse Associée.

En tous cas, le gouvernement allemand ne soutiendrait aucune irrégularité en contradiction avec les termes du traité, mais les fonctionnaires du ministère des affaires étrangères de Berlin font remarquer qu'il n'est pas encore établi que le consul d'Allemagne à Apia se soit rendu coupable d'irrégularités de ce genre.

Au contraire, insistent-ils, il reste à expliquer pour quelles raisons l'élection de Mataafa a été invalidée, car on a admis qu'il avait été élu à une majorité écrasante. Les autorités allemandes ajoutent que le gouvernement est depuis longtemps mécontent du «condominium» qui, par sa nature, n'est que provisoire, quoique, malheureusement, d'autres puissances, spécialement le gouvernement de Washington, pensent autrement.

On dit au ministère des affaires étrangères que le capitaine du navire de guerre allemand actuellement à Apia a attaché pas grande importance aux récents incidents, et que, conséquemment, le gouvernement n'a pas l'intention d'envoyer d'autres bâtiments à Samoa, à moins que les autres puissances n'agissent ainsi.

Feuilleton

—DE—

L'Abelle de la N. O.

No 41 Commencé le 3 Dec. 1898

LE COLLIER D'EMERAUDES.

PAR EDMOND FORCHER.

SECONDE PARTIE.

L'HYPNOTISEE.

XIII

Suite.

—C'est à dire qu'il m'a joué, soué, berné!... —Et votre argent? —Perdu! —Quel malheur pour vous!...

Mais vous exagérez peut être!... Etes-vous bien certaine qu'il a renoué définitivement à toute idée de mariage?

—Je vous crois. La dernière fois que nous nous sommes parlé, il y a une quinzaine de jours, il m'avait justement demandé de l'argent pour aller dans son pays, en Auvergne, chercher lui-même les papiers qu'on ne voulait pas lui envoyer. C'est là-dessus que je lui ai prêtés les deux cents francs.

—Et bien, il me semble que son intention était excellente... —Il n'en pensait pas un mot, le brigand!

—Qu'en savez-vous? —Il devait rester un mois absent... Or, je viens d'apprendre, que depuis notre rendez-vous, il n'a pas quitté Tours en seule seconde, qu'il n'a jamais soigné à aller en Auvergne, et qu'il n'a jamais eu davantage l'idée de m'épouser.

—Il vous l'a avoué? —Lui! Il ne se doute pas seulement que je l'ai vu aujourd'hui!...

Grafte, abasourdi, pensa un formidable «Ah!...». Du coup, sa stupefaction n'était pas simulée.

—Que vais-je apprendre? pensait-il. Les surprises de cette affaire ne finiront donc jamais!... —Cela vous étonne? —Je reconnais que je ne comprends pas très bien.

—Écoutez-moi, alors.

Le policier n'avait pas besoin de cette recommandation. Ses yeux pétillaient dans l'ombre, et il tendait avidement l'oreille aux paroles de la domestique. Adèle avait repris son récit.

—Figurez-vous, monsieur Alexandre, que ce soir à six heures et demie, au moment où ces dames allaient se mettre à table, on est venu sonner. J'étais occupée à ma cuisine par les derniers préparatifs du dîner, je ne me suis pas dérangée: c'est Tommy, le petit groom qui est allé ouvrir.

Jusqu'ici, Grafte n'apprenait rien de nouveau.

—Je ne m'étais inquiétée de rien. Tommy vint à la cuisine un quart d'heure plus tard environ.

—Par simple curiosité, je lui demandai qui avait sonné. Il me répondit que c'était un monsieur inconnu. Ce monsieur avait demandé à parler à madame; sur les refus de Tommy, il avait insisté, et avait fini par remettre sa carte. Tommy avait porté la carte à madame, qui, anéantie, devenant toute pâle, avait dit: —Faites entrer cet homme. Je le recevrai dans le petit salon du premier étage. —Et, acheva Tommy, depuis un quart d'heure qu'ils sont ensemble, ils n'ont pas mis leur langue dans leur poche. Ils causent tellement fort, par moments, qu'on entend leurs voix de l'escalier. Cela n'était pas naturel, n'est-ce pas, monsieur

Alexandre?

—Effectivement. —J'étais bien embarrassée. Qu'auriez-vous fait à ma place? —Aucune hésitation n'était permise, mademoiselle... Votre maîtresse, seule avec cet inconnu, pouvait courir un grand danger. Votre devoir était de monter.

—C'est ce que j'ai fait. J'ai grimpé l'escalier. Le petit salon où était madame donne sur la cour. Il est meublé simplement. C'est plutôt une chambre de travail, où se tiennent habituellement les ouvrières que madame prend en journée. Il y a, à côté, un cabinet inoccupé, sans fenêtre, et ne voyant le jour que par un vitrage placé près du plafond, dans le mur du petit salon. Vous comprenez?

—Je m'y crois.

—Tout se trouvait un mieux. Il y a, dans le cabinet sombre, un escabeau. Je suis montée dessus. Par le vitrage, je voyais dans le salon comme si j'y avais été. Une bougie d'un des candélabres de la cheminée était allumée. Le visiteur et madame causaient avec animation. J'eus peine à retenir ma surprise... Devinez qui c'était?

—Votre fiancé, Noël Bachelin... —Juste!... Vous pensiez si j'aurais les yeux... Qu'est-ce qu'on entend leurs voix de l'escalier? Cela n'était pas naturel, n'est-ce pas, monsieur

—C'est à dire qu'il m'a joué, soué, berné!... —Et votre argent? —Perdu! —Quel malheur pour vous!...

—C'est à dire qu'il m'a joué, soué, berné!... —Et votre argent? —Perdu! —Quel malheur pour vous!...

—C'est à dire qu'il m'a joué, soué, berné!... —Et votre argent? —Perdu! —Quel malheur pour vous!...

—C'est à dire qu'il m'a joué, soué, berné!... —Et votre argent? —Perdu! —Quel malheur pour vous!...

—C'est à dire qu'il m'a joué, soué, berné!... —Et votre argent? —Perdu! —Quel malheur pour vous!...

—C'est à dire qu'il m'a joué, soué, berné!... —Et votre argent? —Perdu! —Quel malheur pour vous!...

—C'est à dire qu'il m'a joué, soué, berné!... —Et votre argent? —Perdu! —Quel malheur pour vous!...